



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de la Protection des  
Populations**

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure de l'installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**  
**EARL du MENHIR à Plédran**

Le préfet des Côtes-d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I, II, V et ses annexes ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 04 février 1998 autorisant l'EARL du MENHIR, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Touche Bude » à Plédran, à exploiter à la même adresse, un élevage porcin de 3195 animaux équivalents ;
- Vu** le rapport n° JL-JLP-2023/07/06-02 du 18 juillet 2023 des inspecteurs de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement

en date du 31 juillet 2023 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'EARL du MENHIR, qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

**Considérant** qu'en application du décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifié susvisé, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 sus-visé définit les zones d'actions renforcées en remplacement des zones d'excédent structurel, des zones d'actions complémentaires, des bassins versant algues vertes et bassins versants contentieux ;

**Considérant** la situation de l'exploitation de l'EARL du MENHIR, implantée en zone vulnérable (ZV), en zone d'actions renforcées (ZAR), en bassin versant « algues vertes » et soumise aux dispositions de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Considérant** que le contrôle réalisé le 06 juillet 2023 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- le non-respect de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif au cahier d'épandage,
- le non-respect de l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 février 1998 relatif à l'autosurveillance de la station de traitement ;

**Considérant** que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article L.171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, le préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé et que le délai fixé est suffisant pour :

- respecter l'article 37 de l'arrêté ministériel relatif au cahier d'épandage,
- respecter l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral 4 février 1998 relatif à l'autosurveillance de la station de traitement ;

**Considérant** l'absence de réponse au rapport d'inspection et au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé dans le délai de 15 jours ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

(prescriptions ICPE directes) : L'EARL du MENHIR est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 5 mois :

- l'article 37 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif au cahier d'épandage,
- l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral 4 février 1998 relatif à l'autosurveillance de la station de traitement.

### **Article 2 : Sanctions**

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 alinéa II points 1°, 2°, 3° et 4° du code de

l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

### **Article 3 : Délai et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécourts citoyens » accessible par le site : [www.telerecourts.fr](http://www.telerecourts.fr)

### **Article 4 : Publication**

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure est mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor : [www.cotes-darmor.gouv.fr](http://www.cotes-darmor.gouv.fr) pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plédran et la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le **15 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



David COCHU

